



**PRÉFET
DU NORD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction Régionale de l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement des Hauts-de-
France

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes

Valenciennes, le < voir la date
d'approbation du rapport >

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/10/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

JEFERCO PELLETS

138 rue de la Louvière
59000 Lille

Références : V3-2024-318
Code AIOT : 0007006215

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/10/2024 dans l'établissement JEFERCO PELLETS implanté Zone Industrielle de Saint Laurent 59186 Anor. L'inspection a été annoncée le 14/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- JEFERCO PELLETS
- Zone Industrielle de Saint Laurent 59186 Anor
- Code AIOT : 0007006215
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation JEFERCO PELLETS est autorisée à exploiter une installation de fabrication de pellets de bois sur la commune d'ANOR par arrêté du 25/10/2018.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 25/10/2018, article 1.1.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'a pas implanté, à ce jour, l'usine de pellets sur les parcelles prévues. Le nouveau propriétaire a indiqué à l'inspection avoir racheté l'installation. A ce jour, l'installation régulièrement autorisée est l'installation Jeferco Pellets. Le nouveau propriétaire est invité à déclarer par le biais d'un porté à connaissance à destination de Monsieur le Préfet du Nord, les modifications qu'il envisage au projet initial. Il appartiendra ensuite à l'inspection de l'environnement d'évaluer l'éventuel aspect notable et substantiel des modifications envisagées et de proposer à Monsieur le Préfet du Nord les suites qu'il convient de prendre.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/10/2018, article 1.1.1
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION :</p> <p>La société JEFERCO S.A.S. dont le siège social est situé 138, rue de la Louvière à Lille est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de Anor, Zone industrielle de Saint-Laurent, les installations détaillées dans les articles suivants.</p>
<p>Constats :</p> <p>En préambule il est rappelé que :</p> <ul style="list-style-type: none"> la société JEFERCO a été autorisée à exploiter sur la commune d'Anor une usine de fabrication de pellets par arrêté préfectoral du 25 octobre 2018 ; cet arrêté préfectoral a fait l'objet de plusieurs recours administratifs ; le 17 avril 2024, l'exploitant informe le Préfet du Nord du changement d'exploitant au profit de la société JEFERCO PELLET (forme juridique SAS) qui est une filiale à 100% de JEFERCO (forme juridique SAS) ; <p>Lors de la visite, l'inspection est accompagnée des représentants des sociétés THERMOFI-DEV et ADENFI. THERMOFI-DEV déclare avoir acheté récemment la société JEFERCO PELLET (actuel exploitant du site) et être conseillé par la société ADENFI. Suite à la visite d'inspection, La société THERMOFI-DEV a indiqué qu'il n'y aurait pas de changement d'exploitant à la suite de ce rachat.</p> <p>La société THERMOFI-DEV souhaite implanter cette installation en "améliorant certains points du dossier initial" ; cela constitue une modification des conditions d'exploitation et d'implantation sur les parcelles prévues.</p>

L'inspection s'est rendue sur les parcelles prévues pour l'implantation de l'usine de fabrication PELLET régulièrement autorisée par arrêté préfectoral du 25 octobre 2018.

Sur ce site, il est constaté qu'aucune installation n'a été construite : les parcelles sont toujours des parcelles enherbées, ces parcelles sont vallonnées et plantées de haies.

Les maisons riveraines les plus proches sont situées comme indiqué ci-dessous :

- 2 maisons au Nord-Ouest ;
- 1 maison au Nord-Est ;
- 1 maison au Sud-Ouest ;

La voie d'accès actuelle est une petite route de campagne (la rue Saint Laurent à ANOR).

Lors de la visite, il est rappelé à la société THERMOFI-DEV :

- qu'à ce jour l'installation régulièrement autorisée à exploiter une installation de fabrication de pellets est l'installation JEFERCO PELLETS ;
- que cet exploitant dispose en application de l'article R 512-74 du code de l'environnement d'un délai de trois ans pour démarrer l'exploitation de son installation à compter de la notification de l'arrêté préfectoral (les délais de recours administratifs étant suspensif de ce délai) ;
- toute modification notable du projet doit être portée à la connaissance de Monsieur le Préfet du Nord par le biais d'un "porté à connaissance" du Préfet en vertu des articles L181-14, R181-46 du code de l'environnement.

La société THERMOFI-DEV déclare que compte tenu du décompte qu'elle a réalisée du temps pour les recours administratifs, elle dispose encore jusqu'au 27 avril 2026, pour démarrer l'exploitation de l'installation prévue.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- déclarer à monsieur le préfet du Nord, toute modification notable prévue dans le projet de construction d'usine de fabrication de pellets ;
- il est rappelé que le début d'exploitation devra intervenir dans le délai de trois ans à compter de la notification de l'arrêté préfectoral à l'exploitant.

Type de suites proposées : Sans suite